

“AIDER LE PEUPLE EN DIFFICULTE”.
LA MAIRIE ET LES INONDATIONS DE LA RUA DA LAMA

João Paulo de CASTRO* et
José Gabriel SILVEIRA CORREA**

INTRODUCTION

Ce texte est issu des recherches réalisées dans le cadre d’une enquête effectuée dans une commune de la partie sud de la *Zona da Mata* de Pernambuco¹. Au même titre que les autres articles réunis dans ce volume, il s’agit d’une première exploration, par immersion, de la situation que nous avons rencontrée sur le terrain. L’objectif sera donc de souligner certains thèmes qui nous ont paru intéressants et susceptibles de servir à des enquêtes futures.

Ce travail se fonde sur des observations et des entretiens réalisés dans un quartier de la commune de Rio Formoso, connu sous le nom de *Rua da Lama*². A l’origine, il n’était pas prévu que ce quartier fasse partie des thèmes à aborder lors de notre enquête. Ce fut lors des premiers entretiens réalisés avec les employés de la municipalité que mention fut faite d’une “inondation” survenue *Rua da Lama* quatre mois auparavant. C’est l’existence d’un ensemble de problèmes pour l’administration municipale, allant au-delà des dégâts dus à la pluie du mois de mai, qui attira notre curiosité. D’une certaine manière, on peut dire que c’est à partir du moment où la *Rua da Lama* s’est présentée comme un

* Doctorant en Anthropologie Sociale au Musée National (PPGAS/Université Fédérale de Rio de Janeiro).

** Titulaire du *Mestrado* en Anthropologie du Musée National (PPGAS/Université Fédérale de Rio de Janeiro).

¹ L’enquête a été réalisée avec Jean-Claude Combessie.

² NDT : littéralement, la rue de la boue.

problème pour l'administration municipale qu'elle est devenu un objet de recherche.

Nous sommes entrés dans le quartier avec un employé de la mairie, ce qui amena les habitants à nous identifier comme des membres de l'administration municipale. Pour cette raison, nous avons été la cible d'une avalanche de réclamations et de demandes de solutions pour des problèmes locaux liés, pour l'essentiel à l'inondation. Notre "guide" manifesta à plusieurs reprises un certain malaise, essentiellement à cause du caractère incessant de ces demandes et de l'insatisfaction manifestée par certains habitants à l'égard de la municipalité.

RUA DA LAMA

L'inondation

Le 12 mai 1997, une pluie qui dura l'après-midi entière fit déborder le cours d'eau qui traverse la ville de Rio Formoso, inondant ainsi l'ensemble du quartier de la *Rua da Lama*. L'eau monta rapidement, envahissant les maisons, arrivant en certains secteurs du quartier jusqu'à un mètre cinquante de hauteur, ce que nous avons pu constater au moment de notre enquête par les marques laissées sur les murs des habitations. Les maisons en torchis et en maçonnerie n'ont pas résisté ; certaines furent déformées, d'autres disparurent. En racontant cette journée, les habitants soulignèrent la difficulté qu'eurent certains d'entre eux à quitter leur maison, à cause de la force du courant. Le pont –point de jonction principal entre le quartier et le reste de la ville– avait été recouvert par les eaux, rendant difficile tant la sortie des habitants que l'arrivée des secours.

En début de soirée, avec la diminution du niveau de l'eau, les gens ont pu retourner chez eux et prendre la mesure des dégâts provoqués par l'inondation. Certains y avaient perdu tous leurs biens, maison comprise, et furent relogés dans le siège du club municipal. Les autres retournèrent chez eux et commencèrent à récupérer ce qui avait résisté à la pluie, en essayant d'enlever la boue qui avait envahi leur maison.

Après quelques mois, en septembre 1997 (lors de l'enquête), l'inondation du 12 mai était encore un des problèmes les plus discutés par les habitants de la *Rua*

da Lama. La pluie et le débordement de la rivière n'étaient pas des nouveautés ; comme le souligne un des habitants, “chaque année avec les pluies, la rivière monte”. Les témoignages étaient pourtant unanimes pour dire qu'il s'agissait de la pire inondation des dernières années. Le problème de l'inondation de 1997 résidait dans le degré de destruction et dans l'intensité des pluies, ainsi que dans l'attitude de la municipalité et plus particulièrement du maire face à l'événement. Il existait un consensus entre les habitants selon lequel la municipalité et le maire “n'aidaient pas la *Rua da Lama*”. Ce consensus apparent révélait en fait l'existence de conceptions différenciées de ce que signifie aider.

Pour l'administration municipale également, et essentiellement pour les adjoints concernés, le quartier faisait donc partie des principaux “problèmes” administratifs auxquels la municipalité avait dû se confronter pendant la première année de son mandat. Notre première visite sur place et nos conversations avec les adjoints et des employés de la mairie nous ont amenés à comprendre que ces “problèmes” n'étaient pas seulement liés à l'inondation, mais à un ensemble de questions relatives aux différentes conceptions possibles de l'action politique.

Morphologie

La *Rua da Lama* se situe sur une transversale à la rue principale de la ville. Toute cette partie de la ville qui aujourd'hui est appelée *Rua da Lama* était à l'origine une zone marécageuse, sur laquelle on évitait de construire. Son occupation commença avec l'installation de l'abattoir municipal et la circulation issue des activités de cet établissement. Bien qu'il s'agît d'une zone difficile pour la construction, l'inexistence de propriétaires –encore aujourd'hui, les habitants considèrent que le terrain appartient à la Marine– et la proximité du centre-ville favorisèrent l'installation de ses habitants.

Le quartier est délimité d'un côté par la rivière qui démarque la ville et de l'autre par la rue qui mène à la route et la *Rua da Lama* proprement dite. La première longe un segment de la route fédérale qui coupe la commune, principale voie d'accès à la capitale de l'Etat. La deuxième, qui donne son nom au quartier, est en partie parallèle à la précédente ; c'est là que se trouve la place de l'abattoir, ainsi que plusieurs bars. Entre ces deux rues, qui composent l'axe communément appelé *Rua da Lama*, on trouve des ruelles qui relient les deux extrémités du

quartier, sachant que la zone n'est pas totalement construite et qu'il existe encore une zone de marais. En venant du centre de Rio Formoso, à droite de l'abattoir, les maisons que l'on rencontre sont de deux types : certaines, peu nombreuses, sont en ciment et en briques ; les autres sont faites de bois et de glaise (torchis). Ces dernières se distinguent substantiellement des premières par leur modèle de construction plus rudimentaire. A l'exception d'une demeure en bois qui sert de "pension", les seules maisons à deux étages sont en maçonnerie. Ces dernières peuvent être également différenciées de plusieurs manières : murs et marches, vérandas et éléments décoratifs, comme les chaises, les tableaux, les plantes. Les maisons qui se trouvent dans la rue principale (*Rua da Lama*) sont pour la plupart surélevées, afin d'empêcher l'eau d'entrer lorsque le niveau monte en fin d'après-midi. A gauche de l'abattoir et dans ses environs, les maisons sont de plain-pied : ce sont elles qui sont les plus exposées en cas de forte pluie. La *Rua da Lama* se termine sur la route, où l'on trouve de petits commerces et quelques maisons en torchis.

Si l'on suit le récit de certains habitants, on peut prendre la mesure de la diversité de l'implication de chacun dans l'occupation du quartier. Nous avons rencontré des familles qui se trouvent *Rua da Lama* depuis au moins deux générations, ce qui amène à penser qu'il s'agit d'un espace d'habitation depuis plus de quarante ans. Seu Juvenal, le père d'une interlocutrice, fait partie de ceux qui, après avoir travaillé à la construction de la route fédérale (qui fait la liaison entre la commune et la capitale) dans les années 1950, construisirent leur maison à cet endroit. D'autres familles sont venues du sertão nordestin depuis cinq ans à la recherche d'un travail dans la canne à sucre : c'est le cas de Seu Amaro, venu de l'intérieur de l'Etat il y a cinq ans ; il est enregistré (*fichado*) à l'usine, sans qu'on ait encore fait appel à lui. Plus récemment, d'anciens ouvriers agricoles, retraités ou licenciés des plantations, se sont installés dans le quartier.

La diversité de ces situations, que l'on trouve dans la composition sociale de ses habitants, s'exprime également dans la variété des stratégies de subsistance, qui vont du travail saisonnier lors de la récolte de la canne (*moagem*) aux "petits boulots" dans les autres villes, notamment à Tamandaré, la commune voisine, importante ville touristique de l'Etat de Pernambuco. On y est livreur de journaux, pêcheur et vendeur de crabes, coupeur de bambous, tenancier de bistrot de plage. Le travail saisonnier et les "petits boulots" ne sont pas considérés

comme des “emplois”, mais bien comme des moyens de subsistance, en raison de leur incertitude et de leur instabilité. Il existe un certain consensus entre les habitants selon lequel les activités liées à la municipalité ou aux plantations autorisent des situations plus stables. Travailler à la mairie suppose cependant que l’on soit introduit dans le milieu de l’administration publique – ce qui fut le cas du mari de Dona Fátima, qui a réussi à trouver un emploi comme fonctionnaire de la municipalité grâce à ses contacts avec l’ancien maire. Quant aux débouchés dans les plantations, ils se réduisent de plus en plus avec les transformations que subit actuellement l’agro-industrie sucrière.

L’appartenance locale

Comme on va le voir, les origines et les trajectoires variées des habitants ont créé des conceptions variables de ce que signifie habiter *Rua da Lama*.

Le père de Dona Fátima (une des plus anciennes habitantes), Seu Juvenal, a construit le premier bar en brique de la rue, devenu plus tard une maison de prostitution. Depuis sa naissance, Dona Fátima a toujours résidé dans le quartier, en aidant sa famille à tenir le bar. La mort de son père et ses difficultés pour gérer le bar l’amenèrent à vendre, ce qui lui permit de se construire une maison en ciment. La vente du bar entraîna une chute du niveau de vie de la famille ; elle dût chercher d’autres moyens de subsistance. Pendant plusieurs années, elle a été professeur dans l’enseignement public, à la maternelle.

En parlant du quartier, Dona Fátima fait preuve d’une certaine nostalgie en évoquant le passé : l’arrivée de son père, et les investissements que celui-ci y réalisa, comme la construction du bar. On découvre dans son récit un sentiment d’appartenance au lieu, d’identification à l’histoire locale qui, dans bien des cas, se confond avec la sienne. Son enfance dans le quartier et l’arrivée de nouveaux habitants correspond pour elle au début d’une déstructuration des liens locaux, le plus souvent associée à une augmentation de la violence locale :

«La délinquance a augmenté. Avant il n’y en avait pas (...) Je crois que c’est parce qu’il y a beaucoup de gens de l’extérieur qui se sont installés. Avant il n’y avait personne de l’extérieur. Du temps de mon père, après 10 heures du soir, il baissait le son, par respect pour les voisins. Aujourd’hui, on laisse la musique très fort et jusqu’à très tard».

Les nouveaux habitants sont considérés comme des voyous, des fauteurs de troubles ; on leur fait porter la responsabilité du désordre dans le quartier. Dona Fátima a fait installer des barreaux, contre les cambriolages et braquages éventuels. Elle ne l'a fait que récemment, car dans le passé cela n'était pas nécessaire, dans la mesure où "(...) tout le monde se connaissait et que les enfants pouvaient rester dans la rue". Connaître les voisins et les rapports entre les gens était pour Dona Fátima la garantie d'un "bon endroit" pour élever ses enfants. Avec l'arrivée de nouveaux habitants, le "comportement local" a fini par évoluer, amenant certains (de ses amis et parents) à chercher un autre endroit où habiter ; Dona Fátima s'est sentie ainsi de plus en plus mise à l'écart de l'espace commun du quartier. Cette déstructuration des liens locaux se sent également dans la manière dont elle parle de l'installation des nouveaux habitants :

«Les gens envahissent l'endroit, aménagent un terrain, construisent leur maison et s'y installent. Ces maisons, là (...) avant c'était un marais, elles n'existaient pas, là c'est des nouveaux. Les gens ont coupé les roseaux et ont construit des petites maisons en chaume. Pas de loyer, mais pas de vraie maison. Ils envahissent le marais et se font une maison».

Envahir¹ et ne pas payer de loyer relèvent d'un comportement opposé à celui que Dona Fátima met en valeur dans son récit. Le respect que son père avait pour ses voisins, en baissant la musique le soir, était la preuve de la valorisation du quartier comme lieu de vie. Ces éléments sont importants dans le récit de Fátima : ils mettent en valeur le type d'engagement qu'elle et sa famille ont cherché à maintenir à l'égard de leurs voisins, par opposition aux individus qui n'auraient pas ce respect, ne paient pas de loyer et détruisent le marais.

Le transitoire

Dona Iraci et son mari habitaient sur les terres de l'usine Cucaú, où Seu Dorival, son mari, travaillait à la coupe de la canne. Avec le licenciement du mari, la famille a dû chercher un nouveau travail et un nouvel endroit où habiter : ils partirent pour l'Etat de São Paulo, à Barueri. Seu Dorival y travailla comme maçon, jusqu'à ce que "(...) les parents nous appellent, alors on est revenu". Le

¹ NDT : le terme portugais (invadir) désigne toute occupation illégale d'un terrain. Le même terme est utilisé pour parler des campements de la réforme agraire.

retour à Rio Formoso et la difficulté de Seu Dorival à trouver un emploi dans les plantations amenèrent Dona Iraci à s’installer *Rua da Lama* en 1991. Son mari travaille actuellement comme “coupeur de canne pour quelqu’un de Recife qui fait du papier”. Dans le récit de Dona Iraci, on repère une manière différente de décrire la *Rua da Lama*, non plus comme un endroit où vivre, comme c’est le cas pour Dona Fátima, mais au contraire comme une *fatalité*, liée à l’impossibilité de revenir à la plantation¹. Comme *projet de vie*, la *Rua da Lama* représente un moment marqué par la difficulté et l’incertitude, un lieu à quitter dès que les conditions le permettront. Quant à la représentation de l’endroit, Dona Iraci est d’accord avec Dona Fátima : il s’agit bien d’un lieu de “délinquance” ; mais pour elle, c’est la ville, et en particulier sa périphérie qui sont le lieu de la délinquance et de l’insécurité, par opposition à la plantation². Ce qui pour Dona Fátima est le fruit de l’arrivée de nouveaux habitants (l’augmentation de la violence et de l’insécurité) devient pour Dona Iraci une caractéristique de la ville en général.

Du “vice” au don

Pour les responsables de l’administration municipale, la *Rua da Lama* représente un “problème” au cœur duquel on trouve le manque de crédits. Comme nous l’avons signalé, un autre problème se posait pour la municipalité : celui de la manière dont les demandes étaient acheminées à la mairie, considérées comme *malsaines*, relevant du vice.

¹ Dans son article “Des plantations aux villes”, *Etudes rurales*, n° 132-133, 1993, Lygia Sigaud montre comment le fait d’aller à la ville engendre pour certains travailleurs ruraux un sentiment de malaise. “Etre en ville est perçu comme un état transitoire, comme l’atteste le mot utilisé par les salariés pour désigner leur logement : un *rancho* (habitation précaire et provisoire) au lieu d’une *casa* (maison en dur), comme celle qu’ils habitaient dans les plantations” (p. 20).

² Comme le fait remarquer Lygia Sigaud, “Fondamentalement perçue comme un lieu privilégié pour ceux qui ne travaillent pas, dans la mesure où toute sa conception du travail est ancrée dans le travail agricole, la ville ne fait jamais l’objet d’une idéalisation de la part du travailleur rural (...)” (Sigaud, 1979, p. 211)

Avant d'entrer dans l'analyse des considérations de l'administration municipale, il convient de revenir sur un certain nombre de données relatives à la perception de la mairie par les habitants de la *Rua da Lama*.

En faisant l'inventaire des mesures municipales attendues par les habitants de la *Rua da Lama* après l'inondation, nous avons relevé les préoccupations suivantes : la présence physique du maire, la donation de matériaux de construction (ciment, briques et bois), l'assainissement minimal (le goudronnage des rues, la construction et l'entretien du pont, la suppression de l'abattoir), la sécurité et l'emploi. Dans toutes ces revendications, on trouvait des représentations communes : la municipalité a brillé par son absence avant, pendant et après l'inondation ; la municipalité actuelle "n'aide pas la *Rua da Lama*" ; le maire devrait se faire plus présent. Ce consensus apparent révélait par ailleurs l'existence de préoccupations variables, qui soulignent l'hétérogénéité locale.

Pour Dona Iraci, l'absence de la mairie représente un véritable souci : le maire étant un ancien dirigeant syndical, on attendait de lui qu'il *aide* les personnes qui se trouvaient en difficulté à cause de l'inondation. Pour Dona Iraci, la municipalité s'est tout de même manifestée quand la fille du maire, adjointe aux affaires sociales, s'est rendue *Rua da Lama* pour y distribuer des rations alimentaires.

«Flavia (la fille du maire), c'est quelqu'un de bien. Elle a fait beaucoup pour nous. Mais elle n'a pas beaucoup d'argent. Zé Paulo (le maire) est un homme bon. Il a *aidé* le Syndicat des Travailleurs Ruraux, mais il faudrait qu'il *vienne ici* et qu'il nous aide» (souligné par les auteurs).

La présence de la fille du maire n'a pas suffi pour que Dona Iraci considère qu'il s'agissait d'une "aide" de la municipalité. Il aurait fallu la présence physique du maire pour démontrer sa préoccupation et son "engagement" vis-à-vis des habitants du quartier. Si pour Dona Iraci, le maire s'est tout de même manifesté par le biais de sa fille ou par la distribution de rations alimentaires (sans pour autant mettre de côté la nécessité de la présence physique du maire), dans le discours de Dona Fátima, par contre, nous n'avons trouvé aucune référence positive relative à la présence du maire ou à celle de sa fille.

«Ce maire, il n’est venu qu’après la montée des eaux, quand tout était sec. Il est venu avec TV Globo et SBT¹. Ici. Il est entré. Les reporters ne se sont adressés qu’à lui. Il est venu ici, il est resté à l’entrée, et après il n’est plus revenu».

«Quand il y a eu la montée des eaux, l’adjointe à l’Action Sociale a donné des rations alimentaires aux gens qui étaient logés dans l’école. *Elle a pris les noms et ces gens-là ont eu des rations alimentaires. Une voiture est venue, et les rations ont été distribuées*» (souligné par les auteurs).

Quant Dona Iraci mentionne l’adjointe à l’Action Sociale, elle ne précise pas le type d’aide apporté. Elle l’identifie seulement comme une action bonne et *généreuse*, alors que pour Dona Fátima, il s’agit là d’une action distanciée et formelle. Cette disqualification, de la part de Dona Fátima, d’actions qui pour Dona Iraci manifestent un souci, une volonté d’aider de la part de la mairie, a probablement à voir avec les liens qu’elle entretient avec l’ancien maire.

Le terme d’aide utilisé par les habitants de la *Rua da Lama* et par les employés de la mairie a plusieurs significations. *Aider* est moins lié à l’acte en soi qu’à la personne qui réalise cet acte ; le terme est ainsi soumis à des codes déterminés : “en tant que relation asymétrique qui a le caractère d’aide, elle implique un code éthique déterminé qui prévoit les comportements adéquats pour les parties impliquées” (Meyer, 1979, p. 120). L’aide à une personne signifie la reconnaître comme faisant partie d’un réseau de solidarité². Une des caractéristiques de l’ancien maire, c’était “(...) d’aider les gens en difficulté”. C’est cette aide qui a permis au mari de Dona Fátima de trouver un emploi.

Hacker (l’ancien maire), propriétaire d’une plantation de la région, recrutait pour certains services des habitants de la *Rua da Lama*. Le mari de Dona Fátima a eu l’occasion de travailler pour Hacker en un moment difficile pour sa famille, avant de devenir plus tard employé. L’ancien maire est considéré par Dona

¹ Il s’agit de deux chaînes de télévisions brésiliennes.

² Selon Meyer (1979) les formes de solidarité sont établies entre des personnes que l’on qualifie d’*amis*, de *voisins*, de même position sociale (p. 120). Dans d’autres travaux, Palmeira et Heredia (1995) et Sigaud (1979) ont montré que l’aide peut également exister entre des personnes de positions sociales différentes. Dans ces cas-là, il serait moins question de l’idée d’aide que de l’expression d’une forme de solidarité.

Fátima comme “(...) une bonne personne, préoccupée par les difficultés des gens”. Ce genre de préoccupation se manifeste dans les pratiques et les actions de l’ancien maire :

«(...) La dernière fois qu’il y a eu une inondation, elle était un peu moins forte. Avec de l’eau jusque là et les maisons pleines de boue, *il est venu (Hacker). Pour secourir tout le monde*. Hacker, c’était un bon maire. Papa Hacker. Tous les vendredis il donnait l’autorisation et les gens allaient chercher à manger. Avec Hacker, personne ne mourait de faim. Avec le maire actuel, les travailleurs ont faim. Il a supprimé les heures supplémentaires» (souligné par les auteurs).

Cette idée selon laquelle Hacker “aidait” les gens se retrouve dans le récit du propriétaire d’un des quatre bars situés sur la place de l’abattoir. Selon João André, “(...) Hacker, lui, il prêtait un bus pour emmener les malades, il était toujours là”.

Pour Dona Fátima et João André, la Rua da Lama représente plus qu’un endroit où habiter ; c’est le lieu où se sont construites leurs histoires et leurs relations familiales. A l’opposé, nous avons Dona Iraci, qui s’est installée *Rua da Lama* après un parcours marqué par une très grande mobilité. Son expérience dans la canne à sucre, le contact avec les travailleurs ruraux, dont son mari, révèlent une perception et une relation différente au quartier. La *Rua da Lama*, au même titre que les autres *quartiers à problèmes*, n’avait jamais reçu d’attention particulière de la part de l’administration municipale ; d’après les témoignages recueillis cependant, en des moments importants pour les habitants, l’ancien maire était présent.

Hacker, l’ancien maire, actuellement maire de la commune voisine (Sirinhaém), semble être la grande référence des habitants de la *Rua da Lama*, surtout pour les plus anciens. Parler de la municipalité actuelle, c’est en parler par comparaison avec la gestion de Hacker. L’ancien maire donnait : *il donnait des maisons, du ciment, du bois, des emplois, à manger*. Les “*problèmes*” de ce type n’existaient pas *Rua da Lama*.

L’élection d’un ancien syndicaliste avait créé une attente chez certains habitants du quartier, dans la mesure où ils se considéraient comme des travailleurs, groupe au centre des attentions du maire. Mais le maire ne

donnait pas, il ne *valorisait* pas les gens, il n'*aidait* pas les travailleurs. La pluie de mai, la plus forte depuis 27 ans, peut être considérée, d'après la façon dont certains habitants racontent l'épisode, comme un événement exceptionnel. Il s'agit d'un moment où l'on exige des “politiciens professionnels” qu'ils exercent leur fonction, qu'ils fassent leur office et mettent en place des mesures d'*aide* appropriées. Selon Dona Fátima, l'ancien maire, lui, aurait eu cette attitude.

«Seu Hacker, il était toujours là. Hacker, c'était le père de Rio Formoso ; “était”, non. Il l'est encore (...) Seu Hacker, quand il gagné sa campagne électorale et qu'il a été élu maire de Rio Formoso, il a fait construire beaucoup de maisons, pour beaucoup de gens. Les gens allaient chez lui et à la mairie, ils demandaient, et après ils recevaient les matériaux de construction».

L'inondation comporte une dimension dramatique : elle a considérablement changé la vie de certains habitants du quartier. Ce qu'on cherche, c'est à établir ou rétablir des codes de régulation des relations. Cela fonctionnait ainsi du temps de Hacker, ce n'est plus le cas avec Zé Paulo. Le problème pour les habitants réside dans la posture assumée par le maire actuel, qui peut être résumée à son absence sur place. On s'attendait à ce que le maire se fît présent, étant donné la situation ; présent non pas par l'intermédiaire de ses représentants administratifs mais personnellement.

Ce que ces données révèlent, c'est que les attentes vis-à-vis de l'administration municipale sont construites à partir d'expériences et de trajectoires variées ; ce qui est en jeu, c'est de savoir qui seront les bénéficiaires de la gestion publique. En ce sens, des termes comme *aide* doivent être compris non pas comme une pratique politique mais comme un type de relation qui implique des attentes et des croyances.

PRATIQUES DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

L'élection d'un leader syndical à une mairie de la région sucrière a impliqué un nombre plus important d'acteurs sociaux dans le scénario politique local. Historiquement, les syndicats ruraux étaient opposés à une participation ouverte aux élections, afin de séparer activités politiques et activités syndicales. Cette perspective évolua à partir de l'élection de l'Assemblée constituante en 1986

(Palmeira, 1998), quand les leaders syndicaux commencèrent à penser que l'élection de parlementaires pourrait aider le mouvement syndical. Il s'agissait donc d'élire des candidats syndicaux ou des candidats *engagés* dans les intérêts syndicaux. Malgré ce "changement" et le rapprochement du syndicat de la sphère politique, le "paradoxe de la participation" (id., p. 210) existait encore. Pour les leaders syndicaux, les candidatures de syndicalistes à la proportionnelle ou au système majoritaire gardaient un lien direct avec le mouvement syndical ; les candidats avaient également cette idée à l'esprit¹. Ce que l'on constate, c'est que le type de lien établi entre le candidat syndicaliste et les leaders syndicaux se retrouve également entre les travailleurs ruraux et le syndicat. Selon l'analyse de Lygia Sigaud, le syndicat était perçu par les travailleurs ruraux comme un *médiateur*, "comme un instrument pour garantir les droits (des travailleurs ruraux) pour lesquels ils luttaien^t" (1979, p. 224), ainsi que comme un service de prestation médicale. Les droits n'étaient cependant pas considérés comme *automatiques*, à partir de l'établissement d'un contrat de travail, mais bien comme une *concession* qui devait être rétribuée. La rétribution prenait la forme du paiement de la mensualité au syndicat par chacun de ses membres².

En ce sens, on dira que l'engagement qui existe entre le candidat syndicaliste, le syndicat et les travailleurs ruraux, de même que l'engagement qui existe entre le travailleur rural et le syndicat, doivent être compris dans le cadre des relations d'*interdépendance* par lesquelles ces différents types d'engagement

¹ Comme le souligne Palmeira (1998), "(...) ce qu'on attend des maires et des conseillers municipaux syndicalistes, ce n'est pas seulement une bonne gestion, ni seulement de s'occuper des revendications des travailleurs, mais de définir de manière adéquate ses relations avec le syndicat ; ce que l'on attend du syndicat, ce n'est pas seulement l'appui à son dirigeant, qui est désormais maire ou conseiller municipal, mais aussi les actions nécessaires pour l'aider ou le forcer à orienter sa politique dans la voie la plus favorable à la catégorie (...)" (p. 211-212).

² "Même si maintenant les *droits* se présentent comme un *don* de Miguel Arraes (NDT/gouverneur de l'Etat de Pernambuco), il s'agit d'un don qui n'est effectif que s'il y a contre-prestation du travailleur rural. Cette contre-prestation, c'est la cotisation au Syndicat". Si le travailleur ne cotise pas, il ne rétribue pas le *don* initial, il rompt la chaîne de réciprocité, et c'est pour cela qu'il ne se sent pas autorisé à revendiquer des droits" (Sigaud, 1979, p. 224).

se mettent en place en fonction du degré de dépendance existant entre les acteurs sociaux ; ce qui correspond à l’existence de relations de dépendance mutuelle entre travailleurs ruraux, leaders syndicaux et candidats syndicalistes.

Les liens existants entre l’actuelle municipalité et les entités syndicales peuvent être repérés dans la composition de l’équipe municipale¹. Sur les neuf postes d’adjoint au maire, six au moins ont été occupés par des personnes directement ou indirectement liées au mouvement syndical ; quant au poste d’adjoint aux Finances et au Plan (chargé de réorganiser l’administration municipale, en mettant en place des procédures de requalification ou de formation professionnelle pour les cadres administratifs), il est occupé par un ancien conseiller de la Fédération des Travailleurs de l’Agriculture de l’Etat de Pernambuco (FETAPE).

Palmeira et Heredia (1995) ont souligné dans plusieurs textes que le *moment de la politique* est marqué par la subversion du quotidien, ou plus précisément par la subversion des activités de la vie sociale. C’est pendant cette période que les individus et les groupes participent de manière différente aux activités politiques (manifestations, défilés de rue, comices, etc.)². Dans le *moment de la politique*, les différentes *factions* deviennent plus visibles et mieux définies. C’est le moment où il n’y a plus d’espace pour l’indécision. Avant et après le *moment de la politique*, le quotidien de la vie sociale (visites familiales, réunions syndicales, travail, etc.) n’est pas pensé comme une activité politique, pas plus que les activités des “professionnels de la politique”³ ; il sont plutôt considérés comme relevant de l’assistance et de la prestation de services.

¹ Les secrétariats de la mairie sont les suivants : Finances et Plan, Administration, Infrastructure, Education et Culture, Santé, Agriculture, Sport et Tourisme, Action Sociale, Affaires spéciales (cf. Pantaléon).

² Sur les différentes activités correspondant au moment de la politique, voir Palmeira et Heredia (1995).

³ Selon Palmeira et Heredia (1995), on peut désigner comme “professionnels de la politique” tous les gens exerçant une activité qui peut aller de l’occupation d’une charge publique à la position de permanent d’un parti (p. 31).

Partant de là, on peut penser qu'entre deux élections, nombreux sont les engagements qui peuvent se faire et se défaire. L'incertitude sur la durée des engagements amène les individus à chercher des moyens de renouveler leurs alliances, en étendant leurs liens sociaux. La politique de faction n'est dès lors plus la référence principale pour l'établissement de liens personnels.

L'occupation d'un espace politique tel que l'administration municipale par un maire d'origine syndicale implique des jeux d'alliance, inscrits dans l'histoire du mouvement syndical de la région, avec les plantations comme référence. Dans les entretiens avec le maire de Rio Formoso, on peut constater sa préoccupation pour les transformations qui touchent la région, notamment dans l'industrie sucrière, et leurs conséquences.

«L'usine Cucaú, qui est dans la commune, comptait à elle seule 6 700 personnes dans les plantations, sur 4 communes, en 1993 : Rio Formoso, Gameleira, Ribeirão, Sirinhaém. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 2 700. Elle en a viré 4 000. Je dis ça, mais Trapiche a fait la même chose. Maintenant, ces 4 000 personnes sont dispersées sur ces quatre communes. Ils sont là-bas vers Santo Amaro, dispersés dans ce secteur. Et je ne parle que de l'usine Cucaú. Trapiche, elle, a viré à peu près 3 500 personnes, depuis 1993, et ils sont tous ici. Sans parler des plantations de particuliers. Je dis à peu près, parce qu'on n'a pas d'enquête. En tout cas on ne descend pas en dessous de 4 à 5 000 familles qui sont au chômage dans la ville. Pas 5 000 personnes : 5 000 familles».

La ville, par opposition à la plantation, fait office de réceptacle des transformations qui atteignent les plantations. En ce sens, la *Rua da Lama* et les autres *favelas* reflètent de manière générale la crise de la canne à sucre, à l'origine de la migration de plus en plus significative des travailleurs des plantations vers les périphéries des villes. Etant donné que les plantations et les tensions qui y règnent sont au cœur des préoccupations et des mesures politiques locales, le centre et sa périphérie font moins figure d'espace privilégié de l'intervention politique que de reflet des problèmes qui viennent des plantations.

Les changements de politique gouvernementale en termes d'investissement dans l'agro-industrie sucrière ont provoqué une série de transformations liées à la fin de la monoculture du sucre. Le maire souligne ce fait :

«Comme je disais, cette culture se trouve en difficulté. La monoculture de la canne et sans doute sa population se trouve aussi en difficulté. Il y a des licenciements en masse. Les usines ferment, réouvrent, referment... et des difficultés énormes pour la population. Au-delà des résistances de la part des patrons, pour les raisons stratégiques qui sont les leurs, il y a celle de la population, des gens qui ne veulent pas quitter le *sítio*, pour aller à la sortie de la plantation, quitter l’enclos, pour en finir avec le *sítio*. Et maintenant, avec les licenciements, pour aller en ville» (mairie de Rio Formoso).

La fermeture de certaines usines et les licenciements ont amené bon nombre de travailleurs ruraux à abandonner les plantations pour les centres urbains, accroissant ainsi le chômage, la faim et la misère. Cette situation que rencontrent certains travailleurs ruraux est considérée comme exceptionnelle par le maire, dans la mesure où elle reflète une transformation des relations existant dans les plantations. Une des conséquences de ce vaste processus de changement et de transformation se trouve dans l’accroissement de certaines pratiques, telles que la mendicité, comme le note le maire :

«Ma grande angoisse, c’est d’attendre que ces gens puissent avoir la possibilité de s’installer sur une terre. Parce que pour l’instant, c’est la municipalité qui doit supporter ça, les gens à la porte, à la mienne, tous les jours, pour demander à manger. Ça n’est pas grand chose, un kilo de farine, ou 200 grammes de sardines. Quelqu’un qui demande ça, il ne mendie pas, il n’a pas le vice de la mendicité».

Revenons à la notion de vice : utilisée à propos d’une personne ou d’une pratique, elle se réfère à une relation entre une personne qui donne un bien matériel, qui rend un service, et une personne qui demande ce bien ou ce service. Ces faveurs peuvent être recherchées, comme on l’a vu, parmi les personnes du même cercle de relations ; elles peuvent l’être aussi auprès des personnes détentrices d’un prestige ou de recours financiers plus importants.

Dans l’extrait que l’on vient de citer, on notera le souci du maire de préciser que tout acte de demande n’est pas nécessairement synonyme de vice, dans la mesure où il peut s’agir dans certains cas de situations exceptionnelles, liées à la crise de la canne et au chômage, d’où la faim et les “demandes”. On soulignera le fait que ceux qui mendient sont des travailleurs ruraux qui ont perdu leur statut d’habitant (*morador*) d’une plantation ou l’emploi qu’ils y avaient.

Avec l'inondation du 12 mai, c'est un autre segment de la population, habitant dans la périphérie de la ville, qui s'est senti aussi en droit de demander de l'aide (maison, brique, ciment, nourriture, travail). Ce qui distingue ces demandes –celles qui sont formulées par d'anciens travailleurs ruraux et celles des habitants de la *Rua da Lama*– c'est la place occupée dans l'espace social par la personne qui demande. Les demandes sont classifiées et qualifiées, avec une distinction entre les demandes considérées comme "naturelles" (celles des travailleurs ruraux sortis des plantations) et les demandes vues comme "malsaines" (demandes de maison ou de nourriture), par les habitants de la *Rua da Lama*. Du point de vue du maire, les habitants de la *Rua da Lama* seraient en train de reproduire des pratiques issues des relations qui avaient été établies par le pouvoir municipal dans le passé, dans des situations qu'on ne saurait qualifier d'exceptionnelles. Le fait que des travailleurs ruraux aient des revendications ne correspond pas nécessairement à un type de pratique politique ; il s'agit plutôt d'une demande d'aide de leur part, dans le but de sortir de leur situation. Dans un extrait de l'entretien réalisé avec le maire, on peut repérer la trace de cette différence qu'il fait entre les habitants des plantations (les travailleurs ruraux et leur famille) et les habitants de la zone urbaine ; on comprend mieux ainsi comment les revendications sont qualifiées et interprétées.

«Si on veut aborder la question sociale qu'il y a dans ce problème, ce qu'on peut dire, c'est que c'est du sérieux. Il y a le problème des enfants ici ; le nombre d'enfants qui mendient augmente. Ils viennent mendier aux portes. Sans parler d'autres choses qui arrivent avec les enfants en ce moment, et ça n'est pas bon pour nous. C'est un problème sérieux, que les enfants qui viennent des plantations se retrouvent à se mélanger avec ceux de la ville (...). Il faut qu'on s'en occupe».

Pour certains fonctionnaires de la municipalité, le fait de quémander, peut être admis dans des situations exceptionnelles (crise de la canne à sucre ; les travailleurs ruraux qui quittent les plantations). Ce caractère exceptionnel ne s'applique cependant pas à tous ; comme on l'a vu, ceux qui font la demande font l'objet d'une différenciation. L'exemple le plus représentatif de cela nous a été raconté par l'adjointe à l'Action Sociale : selon elle, avec l'équipe municipale précédente, tous les vendredis, certains habitants de la *Rua da Lama* se rendaient au secrétariat à l'Action Sociale pour y prendre un ticket et recevoir une ration alimentaire. Selon elle, c'est ce genre de pratique qui a instauré ce type de relation entre la mairie et ces habitants en question ; une relation considérée

comme “naturelle” par certains habitants de la *Rua da Lama*, mais pas par l’équipe municipale actuelle. D’après le récit d’une habitante du quartier, cependant, seuls les nécessiteux (par manque de travail ou d’argent) pouvaient bénéficier de cette aide. Autrement dit, il ne s’agissait pas là d’une situation exceptionnelle.

CONCLUSION

On pourrait résumer le problème de la *Rua da Lama* –tel qu’il se présente aux intéressés– de la manière suivante : d’un côté, il existe un certain consensus sur le fait que les zones qualifiées de favelas, de par leurs “très mauvaises conditions”, ne sont pas adaptées pour qu’on puisse y habiter. Néanmoins, d’après le témoignage du maire et de certains de ses adjoints, la municipalité ne dispose pas de crédits pour apporter une solution au “problème”. Ce que l’on peut constater, c’est qu’il ne s’agit pas d’un manque de crédits mais de la manière dont les demandes sont formulées dans les quartiers concernés : c’est le point de vue explicite de l’adjoint aux Affaires Spéciales de la mairie. L’inexistence d’un canal de communication dans ces quartiers rend impossible le traitement de certaines demandes. Ce souci d’une meilleure communication entre les habitants et la municipalité est à rapprocher du type de gestion proposée par l’administration actuelle¹, qui insiste sur la dimension organisationnelle de ses actions sociales.

Notre recherche sur la *Rua da Lama* est partie d’une sorte de “refrain” : il y avait un problème dans ce quartier, dû au débordement de la rivière. Notre passage sur place nous a permis de voir que cet événement avait provoqué une série de problèmes pour les habitants touchés par l’inondation et pour la municipalité, en quête de solutions. En se penchant sur ce “problème de l’inondation”, nous nous sommes rendus compte qu’il n’y était pas seulement question de thèmes d’urgence (l’habitation, l’alimentation), mais aussi des attentes et des intérêts qui s’inscrivent dans les relations entre l’administration municipale et les habitants de cette rue ; et cela aussi bien pour la municipalité,

¹ NDT : cet article a été rédigé avant les dernières élections municipales. “L’administration actuelle” dont il est question n’est plus au pouvoir.

qui voyait dans cette rue un “problème administratif”, que pour les habitants qui jugeaient problématique la gestion municipale du moment. Ce que l’on pouvait constater, c’était non seulement l’importance du travail de réajustement des bases de cette relation mais également la prise en compte des relations entre les groupes et les individus. Les divergences ne sont pas apparues avec l’inondation, comme on aurait pu initialement le penser ; elles étaient déjà là, inscrites dans la dynamique et la complexité du tissu social de la région.

Decembre 1998

Traduction : **David Fajolles**